



## **CHRONIQUE PRISON – JUSTICE**

**1<sup>er</sup> juillet** – Affaire GREGORY : un autre membre de la famille mis en examen. Mireille BOLLE incarcérée. Agée de 15 ans à l'époque, celle qui fut un témoin clé avant de se rétracter a été mise en examen pour enlèvement.

Un jeune homme tué par arme à feu à MARSEILLE. Il était connu des services de police pour des délits de droit commun.

Attaque manquée contre la mosquée de CRETEIL. Un homme a foncé sur les fidèles avec son 4x4 percutant des barrières sans faire de blessés.

Présidente de la commission des lois de l'Assemblée Nationale : Yaël BRAUN-PIVET, avocate de formation, elle est bénévole à plein temps aux Restos du Cœur où elle gère notamment des services d'aides à l'accès aux droits et à la justice.

Présidente de la commission des affaires sociales : Brigitte BOURGUIGNON députée du Pas-de-Calais depuis 2012.

**2 juillet** – La surveillance en dents de scie d'Adam DJAZIRI. Pendant 18 mois, la DGSI a fait preuve d'une stratégie hésitante vis-à-vis du terroriste des Champs Elysées.

Les dossiers :

- le fichier des personnes recherchées (FPR) 400.000 fiches réparties en 21 sous catégories comme la fiche « S » pour sûreté de l'Etat, la fiche « V » pour évadés....
- Le fichier du signalement pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste (FSPRT) créé en 2015, 18000 personnes dont 12000 considérées comme actives.

Autour de la « salle de shoot » à PARIS un quartier sous tension. Huit mois après l'ouverture du lieu, des riverains se disent à bout.

MACRON interpellé sur les dangers d'un « Etat d'urgence permanent ». Des personnalités et des associations s'alarment du projet de loi antiterroriste. « Le gouvernement renonce aux principes garantissant un droit pénal démocratique » Mireille DELMAS-MARTY.

Le sénateur KALTENBACH condamné en appel à 1 an de prison ferme pour corruption.

CRETEIL : le conducteur qui a visé la mosquée a été hospitalisé d'office, il souffre de schizophrénie.

Décès de Simone VEIL. En 1956 elle rejoint pour 7 ans la direction de l'Administration Pénitentiaire. Elle découvre les traitements infligés aux militantes algériennes du FLN, elle se bat pour obtenir leur transfert en métropole, ce qu'elle obtiendra avec le soutien de Marie-France GARRAUD et Gisèle HALIMI.

**4 juillet** – L’immigration et l’islam demeurent des sujets clivants d’après l’enquête « fractures français ». 65% des personnes sondées estiment qu’il y a trop d’étrangers en France. 74% des Français estiment que l’islam « cherche à imposer son mode de fonctionnement aux autres ».

A LORETTE : un maire en guerre contre le port du voile. L’arrêté interdisant foulard et burkini dans la nouvelle zone de baignade municipale crée un tollé. « Le maire fait de la surenchère avec la droite dure et crée le problème tout seul » Nadia SEMACHE conseillère départementale.

Fusillade devant une mosquée à AVIGNON, le parquet a écarté la piste terroriste.

Amiante : le déni de justice. Les victimes n’auraient même pas l’aumône d’un procès, d’une vérité à titre posthume. Le Parquet de PARIS propose d’abandonner les poursuites.

Mort de PRODIGY, rappeur américain. Il a écrit sa biographie en prison de 2008 à 2011, détenu pour un port d’arme illégal. Il a écrit un livre de cuisine à partir de recettes qu’il concoctait en prison pour redonner un peu de dignité aux détenus.

**5 juillet** – Deux interpellations pour terrorisme dans la mouvance d’extrême droite. L’un des suspects, mis en examen le 1<sup>er</sup> juillet, avait menacé de s’en prendre au chef de l’Etat et aux « musulmans, juifs, noirs, homosexuels ».

Quatre policiers de PARIS seront jugés pour des violences sur mineurs. 18 adolescents du 12<sup>ième</sup> arrondissement avaient porté plainte fin 2015.

Le livre noir du procureur sur les ratés de la justice. Les magistrats dénoncent un manque de moyens humains et matériels face à une multiplication des tâches. La France compte deux fois moins de juges pour 100.000 habitants que la moyenne européenne. Des procédures judiciaires pour agressions sexuelles et viols peuvent être classées pour prescription parce que personne n’a eu le temps de les traiter.



**6 juillet** – Discours de politique générale d'Edouard PHILIPPE. Justice : une loi pour donner des moyens et moderniser. Projet de loi de programmation sur 5 ans. « Cette loi permettra à la Garde des Sceaux d'engager un vaste mouvement de dématérialisation, de simplification et de réorganisation ». Engagement de construire 15.000 places de prison « parce que ne pas pouvoir incarcérer ceux qui doivent l'être est inadmissible ». « la prison n'est pas une fin en soi ». Il faut recourir à l'ensemble des peines alternatives. Il y aura dépenalisation de certaines infractions : certains délits routiers et l'usage du cannabis.



Affaire GREGORY : Murielle BOLLE maintenue en détention.

Mort d'Adama TRAORE : l'asphyxie est confirmée

Plusieurs sociétés condamnées pour dépôt illégal de déchets.

**7 juillet** – Une peine « exemplaire » infligée au professeur AUBIER. Le pneumologue a été condamné pour faux témoignage à 6 mois de prison avec sursis et 50.000 euros d'amende.

Cinq interpellations en France et en Belgique dans le cadre d'une enquête franco-belge sur les « Kamikazes Riders » motards de confession musulmane soupçonnés d'être des sympathisants de la cause djihadiste.

Décès de Roland RAPPAPORT, avocat. C'est grâce à lui que le manuscrit d'Henri ALLEG qui dénonce l'usage de la torture sort de la prison BARBEROUSSE à ALGER. Il sera l'avocat de la famille de Maurice AUDIN arrêté à Alger et dont le corps n'a jamais été retrouvé.

**8 juillet** – Des pistes pour renforcer l'indépendance de la justice. Alors qu'Emmanuel MACRON a annoncé une rapide réforme, les magistrats réclament de l'audace. Un consensus se dessine pour aligner les conditions de nomination des membres du parquet sur celles des magistrats du siège.

Des campements illicites évacués à PARIS : 2500 personnes au moins devraient être « mises à l'abri ».

CALAIS : l'Etat fait appel de l'obligation de mesures d'aide décidée par le tribunal administratif de Lille.

Richard FERRAND entendu par la police à propos des affaires concernant les Mutuelles de Bretagne.

Migrants : la solitude de l'Italie. Paris et Madrid refusent d'ouvrir leurs ports aux bateaux humanitaires.

Joël POMMERAT, homme de théâtre, depuis 3 ans et demi se rend une semaine et demie par mois dans la Maison Centrale d'ARLES pour réécrire Marius de PAGNOL avec des détenus. Il veut aller plus loin et impliquer le personnel pénitentiaire. Ce qu'il apporte ? Il inverse les rôles, « c'est pour moi une manière d'apprendre et de reprendre de l'oxygène ».

Mutinerie meurtrière dans une prison d'ACAPULCO. 28 détenus sont morts dans des affrontements entre prisonniers.

**10 juillet** – Affaire Business-France : PENICAUD de plus en plus sous pression. L'ouverture d'une information judiciaire pour « favoritisme » fragilise la ministre du travail, en plein débat sur son projet de loi. Organisation d'une soirée de promotion de la France à LAS VEGAS pour un montant de 290.000 euros sans appel d'offres spécifiques.

L'évacuation des migrants de La Chapelle vire « à l'absurde ». Après la nouvelle opération à PARIS, riverains et bénévoles s'attendent à voir un camp se reformer sous peu.

Terrorisme : un policier mis en examen. Il est soupçonné d'avoir aidé son frère détenu, impliqué dans une filière djihadiste.

L'ex-ambassadeur Boris BOILLON condamné à un an de prison avec sursis pour « blanchiment de fraude fiscale ».

**11 juillet** – Le baptême du feu pour Nicole BELLOUBET. La ministre de la justice porte devant le Parlement le projet de loi de moralisation de la vie publique en attendant le projet de réforme de la Constitution à l'automne. Madame BELLOUBET est agrégée de droit public, elle est membre du Conseil Constitutionnel depuis 4 ans. Sa carrière est marquée par des allers-retours entre l'université et l'administration. Son directeur de cabinet est Mathieu HERONDART un conseiller d'Etat.

Un Français soupçonné d'avoir projeté un attentat mis en examen et écroué le dimanche 9 juillet. Il avait été interpellé près de Lille. Dans cette enquête deux Belges avaient été arrêtés à ANDERLECHT.

Nice : l'ancien porte-parole d'une association de victimes soupçonné d'abus de confiance, placé sous contrôle judiciaire.

Alpes Maritimes : M TOUBON interpelle le gouvernement sur les migrants mineurs contrôlés en gare de MENTON et renvoyés en Italie.

PARIS « inaccessible » pour les jeunes de banlieue. A part Chatelet-les-Halles, adolescents et jeunes adultes des quartiers populaires s'y estiment « illégitimes ».

**12 juillet** – La mode des cocktails à la codéine inquiète. L'observatoire français des drogues et des toxicomanies note « la multiplication des cas d'abus voire de dépendance » à l'égard des produits codéinés. Il y a eu deux décès d'adolescents depuis janvier.

« La maladie mentale n'est pas un jeu ». Des associations de patients et des professionnels de santé estiment que l'épreuve de l'émission « FORT BOYARD » se déroulant dans une cellule capitonnée stigmatise les souffrances psychiatriques. Ils demandent son retrait et des excuses publiques de France Télévision.

**13 juillet** – Les restrictions budgétaires suscitent l'inquiétude. Justice : les syndicats de magistrats ont réagi à l'unisson aux restrictions notamment sur les programmations immobilières. 160 Millions d'euros d'économies sont prévues. Le recours massif aux partenariats public privé pour construire les prisons a pour conséquence l'absence de marge de manœuvre sur les dépenses prévues contractuellement. Le 12 juillet le Conseil d'Etat doit se prononcer sur la responsabilité de l'Etat à propos des conditions de détention à FRESNES.

Coup de rabot au ministère de l'intérieur : 526 Millions d'euros d'économie pour les dépenses de fonctionnement.

La tragique histoire du juge LAMBERT. « Cette affaire m'a fracassé » écrivait-il en 2014, à propos du dossier GREGORY. Il s'est suicidé le 11 juillet.

Etat des lieux de la lutte contre la radicalisation. Le rapport de la commission parlementaire sur le « dés endoctrinement et la réinsertion des djihadiste » admet qu'il n'y a pas de « recette miracle ». 2600 personnes et 800 familles sont suivies en France par des structures financées par des fonds publics.

**14 juillet** – Au BRESIL, LULA condamné à la prison pour corruption. Il restera en liberté jusqu'à son procès en appel.

Elisabeth PELSEZ nommée déléguée interministérielle à l'aide aux victimes, auprès de la Garde des sceaux Nicole BELLOUBET.

Projet de loi antiterroriste : les ambitions sécuritaires du gouvernement allégées. La commission des lois du Sénat limite à 4 ans l'application des dispositions issues de l'état d'urgence.

Trois fœtus congelés découverts à LORIENT, la mère a été placée en garde à vue.

La géographie et la prison. Séparer et punir : une géographie des prisons françaises Olivier MILHAUD CNRS éditions. C'est un militant du GENEPI. Un directeur de prison interrogé dit ceci « nous avons un impératif de sécurité et un objectif de réinsertion ».

**15/16/17 juillet** – LIU XIAOBO, écrivain et dissident chinois, Prix Nobel de la Paix en 2010, est décédé le 13 juillet à l'âge de 611 ans. En 2009 il avait été condamné à 11 ans de

prison pour « incitation à la subversion de l'Etat ». Les autorités chinoises avaient refusé son départ pour les Etats-Unis.

Soirée de LAS VEGAS : ce que savait PENICAUD. De nouveaux éléments étayent le récit d'un dérapage sous la pression du cabinet du Ministre MACRON.

Une ardoise de 300.000 euros pour Marine LE PEN à STRASBOURG. Elle vient de démissionner pour occuper son siège de député à l'Assemblée Nationale.

**18 juillet** – Etat islamique : une famille française a été capturée à MOSSOUL par l'armée irakienne. Le mari a disparu. La mère de famille et ses quatre enfants voudraient revenir en France. C'est un casse-tête judiciaire pour PARIS.

Le Président MACRON veut que « toute la clarté » soit faite sur la mort de Sarah HALIMI. Il en a parlé lors de la commémoration de la rafle du Vel d'hiv.

Un policier passé à tabac tire et blesse un jeune homme.

**19 juillet** – Les juristes vent debout contre la loi antiterroriste. L'examen du texte qui permet la sortie de l'état d'urgence tout en conservant certaines mesures s'ouvre au Sénat. D'après Madame DELMAS-MARTY « on impose des mesures à une personne non pour la punir d'un crime qu'elle a commis mais pour prévenir ceux qu'elle pourrait commettre ». En 5 ans neuf lois pour renforcer l'arsenal pénal et administratif.

**20 juillet** – Le Sénat adopte le projet de loi antiterroriste. Les mises en garde d'universitaires et d'associations n'ont pas fait évoluer la position du ministre de l'Intérieur.

**21 juillet** – Affaire GREGORY : la lettre d'adieu du juge LAMBERT. Il explique son suicide « Je n'ai plus envie de me battre ».

Guet-apens de SEVRAN : inquiétudes sur les relations police – habitants. Les actes anti forces de l'ordre se sont multipliés autour du 14 juillet en Seine Saint-Denis.

L'Assemblée Nationale adopte la loi « moralisation » en commission.

**22 juillet** – Modem : une information judiciaire ouverte pour « abus de confiance ». L'enquête devra déterminer si des salariés du parti ont été rémunérés sur des fonds européens.

Mort de Chaolin Zhang à Aubervilliers, trois jeunes renvoyés en procès pour « vol avec violence ayant entraîné la mort » avec circonstance aggravante de racisme.

Une initiative pour tenter de sanctuariser les moyens de la justice. Le sénateur Les Républicains Philippe BAS a déposé deux propositions de loi pour forcer le gouvernement à davantage s'engager : croissance de 5% par an jusqu'à 2022.

**23 juillet** – 15 mois ferme pour « apologie du terrorisme, consultation de sites djihadistes et prosélytisme » par le tribunal correctionnel de BAYONNE.

CORSE : plainte contre les luxueuses bergeries de MURTOLI. Les associations

recensent 35 bâtiments et groupes de bâtiments construits entre 2005 et 2015 sur un site de 15 kilomètres carrés en bordure de mer.

Lutte contre le blanchiment : la Société Générale épinglée. Amende de 5 Millions d'euros pour plusieurs « insuffisances ».

**25 juillet** – Les enquêteurs de l'office des stupéfiants, afin de pister les trafiquants, ont laissé entrer sur le territoire d'énormes quantités de drogue, sans prévenir la justice. Celle-ci se montrait d'ailleurs peu curieuse.

**26 juillet** – Cuo Hua Qin, « protecteur » pour la diaspora chinoise, « parrain » pour la police. Le Chinois, condamné à plusieurs reprises à de la prison, est accusé d'avoir manipulé les manifestations liées au décès de Liu Shaoyao à la suite d'un tir de policier.

**27 juillet** – Le parquet national financier demande le renvoi en correctionnelle du couple BALKANY pour « blanchiment de fraude fiscale aggravée ». Ils sont soupçonnés d'avoir dissimulé plusieurs millions d'euros au fisc.

Le piège de la division évité à Saint-Etienne-de-ROUVRAY. Un an après l'assassinat du Père HAMEL, chrétiens, juifs et musulmans ont renforcé le dialogue interreligieux.

Human Rights Watch dénonce les violences policières à CALAIS. L'usage quotidien du gaz poivre continue dans les bombes lacrymogènes des policiers contre des migrants.

**28 juillet** – Affaire GREGORY : Mireille BOLLE face à son passé. Elle va être confrontée à son cousin, selon lequel elle aurait été « lynchée » par sa famille avant de revenir sur ses aveux il y a 33 ans. Elle est poursuivie pour enlèvement suivi de mort.

Cédric HERROU de nouveau mis en examen pour aide aux migrants. Il a déjà été condamné à 3000 euros d'amende avec sursis.

Captagon : le mythe de la « drogue des djihadistes ». Une étude déconstruit les fantasmes associés à cette amphétamine. « il apparaît impossible de conclure que ce sont des traces de ce produit qui ont été retrouvées à la suite d'une autopsie »

**29 juillet** – Migrants : le plan en trois temps de MACRON. « Je ne veux plus, d'ici à la fin de l'année, avoir des femmes et des hommes dans les rues ». A ORLEANS, le Président a promis des hébergements d'urgence et des missions pour éviter les traversées en mer.

**30/31 juillet** – Confrontation stérile entre Murielle BOLLE et son cousin dans le cadre de l'affaire GREGORY.

A PONTOURNY, l'échec de la déradicalisation. La création de petites structures visant des personnes sous l'autorité de justice est à l'étude. 2600 jeunes sont suivis actuellement et 800 familles. 16000 personnes sont susceptibles de basculer dans la violence.

La politique de la ville victime des coupes budgétaires. 11% du budget total du Ministère de la ville amputé, soit 46,5 Millions d'euros.